



Délégation régionale de l'Île de France

Mesdames et Messieurs les Députés,

Grande fut notre déception lorsque l'Assemblée nationale en majorité « de gauche » approuva le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement alors que, dans la droite ligne du gouvernement précédent, ce projet aggrave fortement la situation des retraités et prépare pour les générations futures un avenir des plus sombres sans résoudre le problème du financement des retraites.

Fort heureusement le Sénat a repoussé le texte et c'est à l'Assemblée nationale que revient désormais la responsabilité de se prononcer à nouveau.

Dans un premier temps certains députés se sont abstenus ou ont voté contre; nous les en remercions. Mais maintenant **nous appelons tous les élus qui se considèrent comme des hommes ou des femmes « de gauche » à voter contre ce texte globalement nocif.**

Comment ne pas voir en effet qu'il ne demande un effort qu'aux retraités, en majorité en difficulté, et aux salariés réduits à travailler davantage pour des salaires et de futures retraites en régression ? Cela sans jamais mettre à contribution les hauts revenus, ni s'attaquer aux profits exorbitants d'entreprises qui emploient peu de salariés ou réalisent d'énormes profits en délocalisant et en nourrissant ainsi le chômage.

Comment cautionner une telle régression sociale et refuser de s'inscrire dans le sens de l'histoire qui, sous l'impulsion de vraies forces de gauche, a toujours tendu depuis plusieurs décennies à alléger le temps de travail (congrés payés, retraite à 60 ans, RTT, 35H) sans que l'économie en souffre, au contraire ?

Comment refuser de considérer la progression de l'espérance de vie et l'allongement du temps de la retraite comme une étape de la vie enrichissante pour l'individu, pour la société et pour l'économie ? Et pourquoi refuser alors de chercher des moyens supplémentaires pour financer les retraites quand les retraités sont en plus grand nombre dans le pays ?

Enfin comment ne pas voir que les très relatives avancées sociales du projet (pénibilité, mesures pour les femmes et apprentissage, en omettant de prendre en compte les années d'études) n'ont été tant développées dans les médias que pour faire oublier les dramatiques reculs contenus dans le texte (allongement de la durée de cotisations à 43 annuités quand l'espérance de vie professionnelle est de 35 ans, maintien injuste de la décote et de la surcote, report en octobre de la revalorisation des pensions) ? Autant de mesures qui de facto vont réduire le pouvoir d'achat des actifs et des retraités, en plonger beaucoup dans la spirale de la paupérisation, accélérer encore la diminution de l'espérance de vie en bonne santé, accroître l'incertitude des jeunes et anéantir toute confiance en notre système de retraite par répartition.

Bien sûr le mouvement syndical s'est montré divisé et le mouvement social décevant. Mais pensez-vous vraiment, mesdames et messieurs les députés, que, comme certains osent le dire, les difficultés des organisations syndicales à mobiliser contre ce projet viennent d'un consensus de la population convaincue par les arguments fallacieux de la majorité de la classe politique, droite et pseudo-gauche confondues ?

Certainement pas. Les sondages montrent que la majorité de la population est hostile à ce projet, mais la désespérance ne contribue pas à la dynamique sociale. Elle explique l'abattement et le renoncement actuels des retraités et des salariés qui pensent qu'ils n'ont plus rien à attendre désormais d'une « gauche » qu'ils ont élue...mais avec de tout autres attentes.

Car ils savent que notre pays est riche mais que cette richesse est mal répartie, accaparée par le petit nombre des plus riches au détriment des salariés et des retraités qui produisent ou ont produit les richesses. Ils constatent l'absence évidente de réforme fiscale juste et savent que les députés leur demandent un nouveau sacrifice de près de 3 milliards d'euros alors qu'ils viennent de refuser de taxer de 2,5 milliards d'euros l'excédent brut d'exploitation des entreprises. Ils le savent, mais ils ont perdu leurs illusions de 2012 quand ils écoutaient les ténors du PS s'insurger contre la politique de droite que le gouvernement actuel a désormais fait sienne.

Ils le savent et, faisant taire apparemment leur colère, envisagent désormais en désespoir de cause de sanctionner aux prochaines élections ceux en qui ils ont cru, mais qui ne les entendent plus et qui les abandonnent.

Mesdames et messieurs les Députés, c'est désormais par votre vote que vous allez accroître ou non les difficultés de fin de vie de nos concitoyens, ajouter ou non à la désespérance actuelle, et laisser peut-être penser que les choix électoraux de 2012 n'ont servi à rien.

Ne laissez pas les forces vives du pays tourner le dos à la Gauche et recourir à des votes sanctions dangereux et nuisibles pour notre pays.

Montrez-nous qu'à côté des comportements frauduleux de certains et de la soumission servile du gouvernement au MEDEF il existe encore dans vos rangs des hommes et des femmes animés par de vraies convictions de gauche, capables d'empêcher ce gouvernement de commettre des erreurs irréversibles et fatales pour nous tous.

C'est en ce sens, mesdames et messieurs les Députés, que nous nous permettons de vous interpeller, en espérant que vous voudrez bien nous entendre.

St-Maur des Fossés le 17 / 11 / 2013
Micheline REDOUTÉ
Délégue régionale FGR-FP
Mail : micheline.redoute@wanadoo.fr

Réflexion après le vote de la Réforme des retraites par les députés :

La Réforme a été votée avec plus de voix qu'en 1^{ère} lecture, sans doute grâce à quelques mesures ajoutées en faveur des plus démunis, mais surtout à cause d'une *mobilisation insuffisante et non unitaire* des fédérations syndicales.

Si la CGT, SOLIDAIRES et la FSU étaient contre le projet, FO s'est montrée plus nuancée et la CFDT, l'UNSA, la CFTC et la CGC n'ont finalement pas appelé à se mobiliser contre lui.

Et surtout *on ne comptait dans les manifestants que très peu d'actifs*, alors que cette réforme lèse fortement les générations futures qui devront totaliser encore plus d'annuités pour percevoir une retraite complète ou percevront, avec le maintien de la décote, des pensions fortement diminuées.

C'est d'ailleurs ce que souhaitent les puissances d'argent pour pousser les gens vers des retraites complémentaires par capitalisation qui leur permettront d'augmenter encore leurs profits.

Nous sommes toujours dans la même logique qui fait fi de la solidarité entre les générations et détruit progressivement la retraite par répartition.

